

*Le budget*

Ce sont là des données très précises. On est très explicite aussi sur les économies qu'on va réaliser en réduisant les programmes destinés aux Indiens et aux Inuit, les programmes d'aide au développement et les programmes visant les anciens combattants. Tout cela est bien précisé dans le budget.

Le budget prévoit aussi la suppression des subventions aux entreprises. Selon le gouvernement, c'est affaire de justice et d'équité. Il va supprimer les subventions aux entreprises, mais de quelles entreprises parle-t-il? S'agit-il des petites entreprises qui créent la plupart des emplois au Canada et que vont particulièrement pénaliser l'administration de la taxe sur les produits et services et la baisse des ventes que cette taxe va entraîner? Le gouvernement ne le dit pas.

S'agit-il des plus de 80 000 sociétés rentables qui ne paient pas un sou d'impôt? Le gouvernement ne le dit pas. Et combien allons-nous épargner grâce à cette mesure budgétaire qui est censée garantir aux moins bien nantis que les sociétés vont payer leur juste part? Ma foi, on ne donne pas de chiffres.

Cela me semble très curieux parce que le ministre des Finances sait exactement ce que représentent ses réductions budgétaires lorsqu'il sabre dans les services aux anciens combattants, les logements sociaux, l'aide sociale et les services de garde d'enfants. Toutefois, lorsqu'il s'agit de ses amis du milieu des affaires, nous ne voyons aucun chiffre, aucune prévision, rien de précis sur ce qu'il entend faire.

Voici les balivernes que le ministre des Finances déclare aux Canadiens et qu'il voudrait présenter comme une réponse pour les années 90. C'est le sixième budget du ministre des Finances et il faut absolument regarder les choses dans ce contexte. Le ministre a, pendant six ans, été un piètre gestionnaire des finances de l'État. Il a eu six ans pour freiner l'inflation. Il a eu six ans pour faire baisser les taux d'intérêt. Il a eu six ans pour faire des plans pour l'enseignement postsecondaire et la recherche. Que s'est-il passé? Maintenant on nous dit que rien ne va plus.

**M. Nystrom:** Nous devrions le balancer.

**Mme McLaughlin:** Mon collègue dit que nous devrions balancer le ministre. Je pense que voilà un bon conseil pour le gouvernement.

D'une part, le gouvernement maintient délibérément les taux d'intérêt à un niveau très élevé pour freiner

l'inflation et, d'autre part, il propose une taxe sur les produits et services qui, de son propre aveu, aura pour effet de hausser l'inflation. C'est très difficile pour les Canadiens moyens et peut-être même pour les députés ordinaires de suivre cette logique et ce type de gestion économique.

Une politique pour freiner l'inflation et une autre pour la faire grimper. Je pense, madame la Présidente, que ce budget, tout comme les déclarations qui ont été faites sur le dépôt sacré que sont les programmes sociaux et sur le fait que la taxe sur les produits et services ne sera pas une taxe cachée et qu'elle favorisera le développement économique, que ce budget, dis-je, est loin d'être conforme à la réalité. En poursuivant des politiques contradictoires, le gouvernement a contracté une dette qui a fait doubler le déficit depuis qu'il est arrivé au pouvoir. C'est ça, la gestion de l'économie?

En fait, le gouvernement prédit des taux de chômage élevés dans son propre budget. Il devrait avoir honte de ces taux au lieu de les considérer comme de simples indicateurs économiques. L'histoire montrera que le ministre base ses budgets sur des projections passablement inexactes. Dans celui de l'année dernière, il disait que nos taux d'intérêt se situeraient à environ 10 p. 100 cette année et tous ses calculs étaient basés sur ce chiffre. Les Canadiens, qui doivent maintenant payer des taux d'intérêt de 14 p. 100 et plus, savent quel crédit ils peuvent accorder à ses projections.

Ils savent aussi que les taux d'intérêt élevés ont ajouté des milliards de dollars au déficit que le ministre dit vouloir réduire. À chaque augmentation du taux d'intérêt d'un point de pourcentage, le déficit grossit immédiatement de 1,7 milliard de dollars. Le budget de cette année est encore basé sur l'hypothèse que les taux d'intérêt seront peu élevés. Étant donnée la voie suivie par le gouvernement, on peut prédire, sans risquer de se tromper, que cette hypothèse ne se matérialisera pas. Les projections concernant la réduction du déficit se révéleront fausses et le déficit lui-même restera élevé.

Pour conclure, je dirais que ce budget est synonyme de désespoir et d'inégalité. Il n'apporte aucun espoir d'un avenir meilleur aux femmes, aux autochtones, aux chômeurs et aux pauvres. Il signifie même que l'écart entre les habitants des provinces riches et des provinces pauvres s'élargira. La vie restera difficile pour ceux qui vivent dans l'Atlantique, dans les Prairies et dans le Nord. En somme, ce budget manque totalement de vision et de nouvelles idées et il ne relève pas les défis de demain.